



Thomas Andermatten/photomontage LMD

Pourquoi il n'y aura plus que des hommes sur la photo

JULIEN WICKY

CONSEIL D'ÉTAT VALAISAN
À moins d'une énorme

surprise, le canton ne comptera que des hommes dans son gouvernement en 2021. Chronique d'un désastre annoncé.

Le Valais aimerait bien qu'on cesse de l'appeler le Vieux-Pays. Pourtant, politiquement, c'est bien à un retour en arrière que s'apparentent déjà les élections cantonales de l'année prochaine. Le canton avait attendu jusqu'en 2009 pour compter la première femme de son histoire au Gouvernement, avec l'élection de la socialiste Esther



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Waeber-Kalbermatten. Elle quittera ses fonctions en 2021 et, à moins d'une surprise qui confine au miracle, n'aura pas de successeur. Le Valais sera alors le seul canton romand à être gouverné uniquement par des hommes, très loin derrière Vaud, qui compte cinq femmes sur sept conseillers. Berne suit avec trois femmes, le Jura et Genève avec deux, tandis que Fribourg et Neuchâtel n'en comptent qu'une seule.

La faute, en premier lieu, à un contexte politique défavorable. Le PLR doit faire ré-élire son sortant Frédéric Favre, l'UDC envisage son come-back avec le Haut-Valaisan Franz Ruppen et le PS vient d'apprendre qu'il pouvait compter sur son champion, Mathias Reynard, qui envisage un retour en Valais pour sauver le fauteuil socialiste. Sur les trois sièges actuels du PDC majoritaire, ceux de Christophe Darbellay et Roberto Schmidt paraissent intouchables. Il en reste un à repourvoir mais seuls des noms d'hommes circulent.

On promet, dans les différents partis, avoir cherché des douzaines, des vingtaines de femmes. Toutes auraient décliné. Pire encore, les nombreux observateurs politiques ont bien du mal à citer un nom qui ferait l'affaire. Reste alors le sentiment général d'un gâchis et d'avoir laissé passer douze ans sans imaginer la suite de manière crédible. Alors, au fond, comment en est-on arrivé là et pourquoi ne trouve-t-on aujourd'hui pas plus de femmes sur les listes?

1 Parce qu'elles en ont assez d'être des alibis

Cette agitation à un an des élections pour trouver à tout prix une femme a le don d'agacer. Féministe de la première heure et candidate malheureuse au Conseil d'État en 2001, Cilette Cretton voit les discussions en cours comme un →

Esther-Waeber Kalbermatten (PS) est au Gouvernement valaisan depuis 2009. Première femme à ce poste,

elle quittera ses fonctions l'an prochain.

Olivier Maire

→ énième écran de fumée. «Vu le contexte, se lancer reviendrait à se mettre sur une liste pour amener des voix la fleur au fusil et se prendre une claque. Les femmes ne sont plus dupes.»

Tout mettre sur une question d'envie serait trop facile. Marie-Françoise Perruchoud-Massy avait tenté sa chance au PDC en 2009 et avait échoué aux primaires du parti. Elle constate aujourd'hui que les choses n'ont pas vraiment changé: «On se met à courir pour trouver une femme en réponse à la peur de perdre un siège. Or il faudrait que ce soit une stratégie assumée. Des femmes compétentes, il y en a plein dans ce canton, il faut juste oser sortir du cadre.»

Marylène Volpi Fournier s'exaspère, elle aussi, de cette soudaine inquiétude. À plusieurs reprises candidate pour les Verts, la conseillère communale séduinoise n'a pas encore décidé si elle tentera sa chance mais fulmine. «Le PDC qui fait mine de chercher une femme à la dernière minute, c'est inapproprié», lâche-t-elle, assumant l'euphémisme.

Chez celles qui ont été approchées, l'explication officielle penche plutôt pour un manque d'intérêt. À l'image de Paola Riva Gapany, candidate socialiste aux dernières élections fédérales. «Comme juriste, je me sens plus en phase avec un Législatif pour participer à l'élaboration de lois mais je sais aussi que plusieurs autres collègues invoquent un projet personnel ou familial.» Même Barbara Lanthemann, seule présidente de parti dans le canton, n'a pas voulu de ce rôle. «Je me plais dans ma fonction actuelle avec une liberté de parole importante», dit-elle. Surtout, Mathias Reynard comble un vide que le parti n'a pas voulu voir.

Mais c'est du PDC qu'est venue la surprise, car nombreux sont ceux qui prédisaient l'entrée en scène de Karin Perraudin. Ancienne présidente de la Banque Cantonale du Valais et désormais présidente du Groupe Mutuel, cette ancienne



députée cantonale avait le profil rêvé. Mais, on l'a lu çà et là, elle a décliné l'offre sans jamais qu'on n'entende sa version de l'histoire. «Je ne suis pas insensible au fait qu'on cite mon nom mais j'ai beaucoup de plaisir dans mes fonctions actuelles. C'est une autre manière de servir mon canton au travers de mandats passionnants que je compte bien honorer», nous confie-t-elle.

2 Parce que les clichés ont la vie dure

«Et avec vos enfants, vous ferez comment?» «Et est-ce que vous êtes vraiment compétente?» Lancinantes, ces questions ne s'adressent qu'aux femmes. Et dans ce canton aux structures patriarcales fortes, ce poids est lourd à porter. «Faire une campagne, c'est chronophage, et les mères de famille, notamment, n'ont pas envie d'être culpabilisées sur leur rôle de mère. Les questions adressées aux femmes sont souvent différentes que celles posées aux hommes, les attaques sont parfois plus frontales et cela peut faire peur. La politique aurait à apprendre du monde de l'économie en la matière», regrette Karin Perraudin.

«Il reste encore une génération qui estime que la place des femmes n'est pas en politique. Par ailleurs, on doute toujours des compétences ou de l'expérience des femmes, jamais de celles des hommes. Ce sont autant d'obstacles supplémentaires», s'agace Chantal Voeffray-Barras, députée PDC et présidente de Solidarité Femmes Valais. Et de constater qu'on a très peu reproché à Frédéric Favre d'avoir été élu sans aucune expérience politique et d'être devenu père d'un quatrième enfant en cours de mandat.

Si on lui avait formellement posé la question, Virginie Gaspoz aurait elle aussi invoqué des raisons familiales pour ne pas se lancer. Le nom de la jeune trentenaire présidente d'Evolène a circulé au PDC sans que cela ne se concrétise formellement. «Le plus usant pour les femmes en politique c'est d'avoir à se justifier régulièrement sur leur vie privée. Se justifier de travailler plutôt que d'être avec leurs enfants ou, à l'inverse, se justifier de préférer être à la

maison avec leurs enfants qu'à un énième débat ou une énième représentation. La fonction devrait évoluer, enchaîne Karin Perraudin. On est encore trop dans une optique de représentation permanente alors que le travail de fond, de stratégie et le pilotage au quotidien d'un département sont plus importants que de courir les manifestations durant les week-ends.»

3 Parce que des règles d'un autre temps subsistent

Spécificité valaisanne, aucun des treize districts ne peut compter plus d'un élu au Conseil d'État. Dans l'immédiat, cette règle entrave le destin de plusieurs femmes. Karin Perraudin habite le même district que Christophe Darbellay, tout comme la présidente PLR de Martigny Anne-Laure Couchepin Vouilloz, à qui l'on prédit un destin cantonal. À Sion, Marylène Volpi Fournier devrait faire face à Mathias Reynard. Autant de duels fratricides auxquels elles préfèrent renoncer.

«C'est une règle d'un autre temps et j'espère que la Constituante, qui vise à créer le Valais du XXI^e siècle, y mettra fin. Ça ne réglera pas tous les problèmes des candidatures féminines mais cela participera à les résoudre», estime Marylène Volpi Fournier. On relèvera à ce sujet que c'est cette règle qui a coûté sa place à Gabrielle Nanchen, pourtant élue au nombre de voix, en 1977. Avec un destin féminin qui aurait pu ensuite être bien différent.

4 Parce que le verdict des urnes décourage

Cilette Cretton se désespère aussi des résultats enregistrés ces dernières années. «Le Valais recule, le nombre de femmes élues stagne ou recule, au Canton comme dans les communes. Par ailleurs, ce sont souvent les femmes qu'on ne réélit pas et qu'on renvoie à la maison. Tout cela décourage plus que ça ne mobilise.»

Barbara Lanthemann acquiesce, arguant qu'il y a quelque chose d'affligeant à voir des femmes brillantes et au CV bien rempli terminer régulièrement derrière les hommes, même lorsque ces derniers



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

sont peu connus.

5 Parce qu'on ne leur pardonne rien

Virginie Gaspoz se souvient encore du torrent de haine auquel a dû faire face Marianne Maret, pourtant seule femme élue à Berne sur dix représentants, après sa phrase sur le fait d'avoir fait le ménage en attendant le résultat des urnes. «Les déclarations les plus violentes venaient d'autres femmes. Alors que c'est déjà suffisamment difficile de se faire une place dans ce monde d'hommes, c'est une pression de plus.»

On ne reprochera jamais à un homme le choix de sa cravate. Par contre une femme



«Tous les partis sont concernés et doivent se remettre en question»

Chantal Voeffray-Barras, députée PDC et présidente de Solidarité Femmes Valais

prêtera le flanc à la critique sur ses habits, ses cheveux, son âge, sa façon de parler. «Dans un canton où tout le monde se connaît, ce sont des remarques dures à encaisser et qui touchent rapidement des proches. Les femmes y sont sans doute plus sensibles», relève Marie Mouter, nouvelle présidente des femmes PLR Valais.

Et de se rappeler la campagne en 2013 de Lise Delaloye pour le PLR. Elle avait échoué aux primaires face à Christian Varone, à qui on avait déjà promis le duel contre Oskar Freysinger. Au sein de son propre camp, on lui avait reproché son âge - elle qui rappelait qu'elle était de la même

année que Christophe Darbellay - ou son inexpérience au parlement valaisan alors que les deux conseillers d'État PLR précédents n'en avaient pas non plus. «Je dérangeais et on ne m'a rien pardonné. Ce n'est clairement pas une période dont je garde de très bons souvenirs», concède celle qui s'est retirée de la vie politique depuis quatre ans.

6 Parce que le carcan politique est patriarcal

Si la société est encore patriarcale, le carcan politique valaisan l'est davantage. «Tous les partis sont concernés et doivent se remettre en question. Aux hommes, on promet encore trop facilement des destins politiques», constate Chantal Voeffray-Barras. Il fera douze ans au Conseil national, reviendra douze ans en Valais et retournera en faire huit autres à Berne. Couplet trop bien connu au fil du Rhône qui a pour effet de verrouiller des postes. «Les hommes ne veulent pas laisser leur place et ils sont loin d'être prêts à le faire», ajoute-t-elle. D'ailleurs, le nom de Karin Perraudin n'était pas sur toutes les lèvres du PDC lorsque Christophe Darbellay annonçait son retour en Valais, deux ans avant les élections de 2017.

Et Cilette Cretton de désespérer de ces appareils de parti et d'une administration trop masculine qui masquent les femmes dans l'espace public. «Cela fait cinquante ans cette année que les femmes ont le droit de vote dans ce canton et cinquante ans que les partis n'ont rien fait pour leur donner plus de place. C'est à la Constituante de le faire», plaide celle qui siège dans cette assemblée sous les couleurs d'Appel Citoyen. Elle l'assure: il faudra des quotas, au moins pour un temps, pour briser le système. Mais l'idée crispe déjà.

En attendant, l'horizon du Conseil d'État paraît bouché. Et Marylène Volpi Fournier de soupirer. «Ce n'est pas un alignement de planètes mais de galaxies qu'il faut pour élire une femme au Conseil d'État valaisan.»



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS



Esther Waeber-Kalbermatten, première femme élue conseillère d'État du canton du Valais, ne cachait pas sa joie le 15 mars 2008 à Sion *Keystone/J. Ch. Rott*

«Les femmes doivent employer des codes d'hommes»

«Élue ou non, on ne prépare pas l'avenir politique des femmes. Il n'y a pas d'anticipation», regrette Chantal Voeffray-Barras, présidente de Solidarité Femmes Valais. Les exemples du passé le montrent. Novices ou expérimentées, les politiciennes ont énormément de mal à se faire une place sur les listes pour l'exécutif cantonal. Dans les primaires internes, fréquents sont les exemples où on se raccroche à une figure classique et masculine. Les candidatures fémi-

nines, aussi talentueuses soient-elles, ne franchissent pas ce seuil. Certaines, comme Cilette Cretton en 2001, tentent de forcer le passage en s'affranchissant des étiquettes de parti. Mais la tâche est ardue. En 2009, Marie-Françoise Perruchoud-Massy avait essayé d'éviter les primaires PDC pour casser un système qu'elle jugeait «verrouillé», avec des postes déjà promis à des hommes du parti. Mal lui en avait pris. Dans les archives

de l'époque, on retrouve les mots «dissidente» et même «traïtresse». Et lorsqu'elles sont sur les listes pour les différents législatifs, les femmes ne tentent souvent qu'une candidature avant de disparaître des radars de la politique. Chez les femmes libérales-radicales, Marie Mouter plaide aussi pour plus de préparation. «Il faut anticiper la création d'un réseau pour pouvoir en profiter le moment venu. Sans quoi, on se retrouve engagées avec des colistiers qui ont déjà cette ex-



périence.» Et cette dernière d'espérer que les femmes n'attendent plus qu'on leur fasse une place. «Tant pis s'il faut adopter des codes d'hommes pour qu'enfin on puisse parler un langage mixte dans la politique valaisanne. À force de côtoyer des femmes, la mixité et l'égalité s'imposeront d'elles-mêmes et chacun se mettra à comprendre le langage et les

codes de l'autre.» La jeune génération paraît à ce titre déjà plus rodée à ces principes, veut croire la socialiste Paola Riva Gapany. Et l'écueil du Conseil d'État ne doit pas faire oublier que le Valais renouvelle ses autorités communales à l'automne et sa députation cantonale au printemps. Des femmes seraient bien inspirées d'y préparer leur destin.
JULIEN WICKY